

Un “job dating” du rectorat qui en dit long sur la pénurie de professeurs

Confronté depuis la rentrée à l'impossibilité d'assurer de très nombreux remplacements, dans des proportions jamais atteintes dans l'académie (200 postes étaient non couverts début décembre, et le rectorat souhaite parvenir à en couvrir une centaine), le recteur a fait en janvier dernier des annonces à la presse, dont certaines relèvent de bricolages pédagogiques hors-sol, preuve des difficultés persistantes très importantes du rectorat en la matière.

L'organisation, le 24 mars, d'un "job-dating" par le rectorat est l'aveu patent d'une situation de pénurie d'enseignants, qui dépasse désormais la cote d'alerte, après 5 années de politique éducative de E. Macron et de son ministre de l'Education nationale qui ont considérablement aggravé la situation.

Cette situation de pénurie de remplaçants, sans précédent dans l'académie, est le résultat d'une conjonction de phénomènes qui conduisent à ce résultat :

- une crise de recrutement installée depuis plus de 10 ans, par manque d'attractivité (faiblesses des salaires , dégradation continue des conditions de travail) ;

- une diminution des postes mis au concours depuis 5 ans qui n'incite pas les étudiants à se préparer à nos métiers et s'y engager, quand il est nécessaire au contraire de prévoir des recrutements pour répondre aux besoins d'un second degré qui a accueilli ces 5 dernières années 65.000 élèves supplémentaires, en perdant 7.900 postes. Les postes de remplaçants ont ainsi été régulièrement supprimés pour répondre au cadre budgétaire imposé.

- une logique accentuée d'entrée dans le métier par la voie de la précarité, là où nombre d'acteurs et d'organisations appellent à la mise en place de pré-recrutements (rémunération pour suivre ses études sans contreparties de service, mais en échange d'un engagement à rester professeur un certain temps) pour sécuriser un vivier de futurs professeurs. Ce dispositif (IPES) avait ses preuves dans la précédente crise de recrutement des années 1970-1980 ;

- des campagnes régulières de dénigrement de nos collègues scandaleuses et mensongères - et encore tout dernièrement dans les propos du candidat E. Macron - qui désignent à la vindicte de nos concitoyens des enseignants qui se sont pourtant engagés sans compter depuis des mois pour leurs élèves, à l'occasion de la pandémie, mais sans aucune reconnaissance.

L'organisation de cette journée de “job-dating” révèle au grand jour le recours désormais systématique et massif à des contractuels pour assurer des missions éducatives pérennes, et participe ainsi de la dégradation assumée du Service public d'éducation, qui dégradera encore l'attractivité de nos métiers : c'est un cercle vicieux qui est enclenché depuis longtemps, mais qui s'amplifie fortement sous l'effet des orientations de la Loi de Transformation de la Fonction publique instituée pendant le quinquennat.

Le SNES-FSU dénonce l'organisation de cette journée, qui se veut pragmatique, mais ne règlera rien pour les élèves, bien au contraire. Il appelle à un profond changement de politique éducative, et interpelle en ce sens les candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives.